

From			To			Shot Description			New timecode		
Hrs	Mins	Secs	Hrs	Mins	Secs				Hrs	Mins	Secs
						VI 254					
						DIVERS.					
						VI 254					
						Conférence de Presse Mr. Matutes					
						Sujet: Aide à l'Amérique Centrale.					
						020/11/89			B1520.		
00	48	55				Discours Mr. Matutes.					
00	51	43				Plan du public.					
00	56	07				fin					
						Mandat à Bruxelles					
						Réçu par Van Ruert et Delors.					
						14/11/89			B1537.		
00	56	25				Arrivée et entretien avec					
						K. Van Ruert.					
00	57	25				poignée de mains Brandt + Van Ruert.					
00	57	55				poignée de mains avec J. Delors.					
00	58	07				Bureau: Delors / Brandt / Van Ruert.					
00	58	38				fin.					
						ESPRIT '89 Conférence.					
						30/11/89.			B1573 - B1574.		
00	59	00				Interview Mr. Pandolfi -					
						but de ESPRIT Conférence.					
01	06	45				Mr. Pandolfi visite des stands.					
01	08	37				Raymond Laseur.					
01	09	00				Robot (mal articulé).					
01	09	21				ordinateurs + pen box?					
01	09	53				fin.					
						Affaires sociales: Xélios.					
						Cm. Europ: proposition d'une					
						autonome pour les handicapés.					
						07/12/89			B1613 - B1614 - B1615.		
01	06	45				Discours Mr. Gommers (ouverture).					
01	11	04				Discours Mr. Tallaender.					
01	15	49				Discours Mr. WEBER.					
01	17	01				Remise de prix. Sou(-)					
01	22	46				fin des prix: discours Mr. Noble.					
01	23	23				Discours Mr. Gommers.					
01	24	33				Affiche Xélios.					
01	24	49				fin					

②.

X

Sou(-)

La Communauté a, au cours des dernières années, resserré ses liens avec l'Amérique Centrale en particulier par la signature d'un accord de coopération d'un type original couvrant à la fois les relations économiques et politiques. De plus, elle s'est engagée à augmenter sa contribution financière d'une manière substantielle. C'est ainsi que l'aide communautaire pour 1988 s'est élevée à 112 MECus, soit un triplement par rapport à 1984.

En parallèle, la Communauté et les pays centraméricains ont développé un dialogue politique et économique institutionnalisé. Les Conférences "San Jose" se sont réunies successivement à San Jose de Costa Rica (1984), à Luxembourg (1985), au Guatemala (1987), à Hambourg (1988) et à San Pedro Sula, Honduras (1989). Ce dialogue a regroupé les Ministres des Affaires Etrangères de la Communauté, les cinq pays centraméricains et, pour le volet politique, des pays du Groupe Contadora (Colombie, Mexique, Panama, Venezuela).

L'Accord de coopération

Le Salvador, le Nicaragua et le Honduras sont avec le Guatemala, le Costa Rica et Panama, les signataires d'un accord de coopération avec la Communauté.

L'accord signé le 12 novembre 1985 sert de cadre institutionnel à la coopération croissante entre les deux régions. Il prévoit trois secteurs principaux dans lesquels la coopération pourrait être développée : coopération économique, commerciale et au développement. Dans le chapitre de la coopération économique, les deux parties s'engagent à promouvoir les contacts entre les entreprises et les secteurs industriels des deux régions, à encourager les investissements européens en Amérique Centrale et à développer des activités spécifiques de coopération dans un grand nombre de secteurs économiques.

Dans le secteur de la coopération commerciale, les deux parties s'accordent la clause de la nation la plus favorisée. Elles s'engagent à développer leur commerce mutuel pour tous les moyens à leur disposition, y compris l'engagement de se consulter lorsque des difficultés commerciales surgissent, des mesures de promotion commerciale et de formation professionnelle en Amérique Centrale.

Dans une annexe à l'Accord, la Communauté déclare son intention de prendre en considération les demandes de l'Amérique Centrale pour l'amélioration du Système de Préférences Généralisées.

En ce qui concerne la coopération au développement, la Communauté confirme sa volonté de continuer, dans le cadre de ses programmes d'assistance en faveur des pays en voie de développement, à accorder une aide financière et technique à l'Amérique Centrale.

Un des objectifs de cette aide sera d'encourager l'intégration régionale via des projets de développement rural intégré, des actions communes de formation et des projets visant à améliorer au niveau régional l'autosuffisance alimentaire et une meilleure situation de santé.

./.

- 2 -

La Communauté s'est engagée à accroître substantiellement son aide dans les cinq premières années de l'Accord.

Une Commission mixte est établie pour superviser et promouvoir les activités prévues aux différents chapitres de l'Accord. Elle s'est réunie pour la première fois à Bruxelles, les 17 et 18 juin 1987, une deuxième fois à Managua les 23 et 24 juin 1988 et une troisième fois à Bruxelles les 29 et 30 juin 1989.

Coopération au développement

En dépit de la richesse relative de l'Amérique Centrale par rapport à d'autres pays en voie de développement, la Communauté, tenant compte des problèmes particuliers de la région, a fait un effort spécial pour fournir aux cinq pays une importante aide au développement.

De 1979 à 1988, la Communauté a fourni environ 500 MECUS d'aide sous diverses formes aux pays du MCCA. La majeure partie de cette somme a été accordée sous la forme d'aide alimentaire et d'assistance

L'aide d'urgence et l'assistance aux personnes refugiees ou deplacees par l'intermediaire d'organisations non gouvernementales et sous la forme d'assistance technique a des institutions regionales.

L'annee 1988, avec un montant de plus de 112 MECUs, est le plus haut niveau d'aide CE a l'Isthme centre-americain des cinq dernieres annees. Ce triplement de l'aide CE par rapport a 1984 (41 MECUs) marque bien une consolidation de "l'accroissement substantiel" auquel la Communaute s'etait engagee dans l'Accord de cooperation signe en novembre 1985 avec cette region.

* Assistance financiere et technique

L'action communautaire est menee sur un double front :

- relance des projets a finalite regionale qui ont constitue en 1988 trois-quarts de l'aide CE
- le maintien de l'appui aux jeunes democraties (Salvador et Guatemala) par le soutien a la reinstallation des personnes refugiees et deplacees. La CE participe a ce rapatriement pourvu que certaines conditions soient respectees : il doit s'agir d'un retour volontaire, il doit y avoir accord des deux pays en cause, le rapatriement doit etre place sous la tutelle du Haut Commissariat aux Nations Unies pour les Refugies (UNHCR), enfin il doit aller de pair avec une aide economique sur place.

Dans le cadre de la cooperation financiere et technique, cinq importants projets regionaux sont en cours de realisation.

- projet d'appui a la reactivation de la petite et moyenne industrie en Amerique Centrale.
Mene en co-financement avec l'Italie, le projet vise a relancer l'activite des petites et moyennes industries (PMI) d'Amerique Centrale et a renforcer, dans ce but, le role moteur de la BCIE (Banco Centro-Americano de Integracion Economica). Il prevoit la mise a disposition d'une assistance technique a differents niveaux (BCIE, systeme bancaire centramericain) et la creation d'un fonds en devises permettant aux PMI des cinq pays concernes (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua) d'acceder au credit a des conditions favorables.
La contribution de la CEE s'eleve a 20 MECUS.

./.

- 3 -

- programme regional de cooperation technique en matiere de securite alimentaire qui, mene en cofinancement avec la France, est constitue d'un ensemble d'actions de formation et d'echanges d'experiences (regionales et nationales) ainsi que de preinvestissements (expertises, etudes, enquetes, elaborations) orientes autour du domaine de la securite alimentaire dans la region (comprenant Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama).
Il a pour objectif de definir un cadre regional d'une politique de securite alimentaire et de mettre en evidence des actions concretes visant a assurer cette securite dans le domaine de l'information, de la production, de la commercialisation, du credit et de la recherche.
- D'un projet de "Survie de l'enfant en Amerique Centrale".
Il vise a l'amelioration des politiques de sante materno-infantile dans la region centro-americaine, qui connait des taux de mortalite infantile particulierement eleves.
D'un montant approximatif de 31 millions de dollars, il est cofinance a parts pratiquement egales par la Communaute europeenne et le gouvernement italien, et sera execute avec le concours technique de l'UNICEF.
Le projet consiste essentiellement en des actions de formation/information a tous les niveaux : administrations chargees de la conception/programmation, responsables de terrain, populations cibles, ainsi qu'en la mise a disposition de moyens : materiel medical, medicaments, equipement et moyens de transport.

* Projet de lutte contre la rage

Le projet d'un cout de 2,9 Mio ECU a pour objet d'ameliorer sensiblement la situation epidemiologique causee par la rage dans les

part, d'intensifier le programme de lutte contre la rage mene dans la region par l'Organisation panamericaine de la sante (OPS) en vaccinant quelque 3,2 millions de chiens sur une periode de deux ans et d'autre part, de renforcer les infrastructures humaines, materielles et organisationnelles de base des pays concernes de maniere a permettre a ces derniers d'assurer le suivi necessaire de la campagne de vaccination et de venir a bout d'autres maladies epidemiques.

* Programme de renforcement des cooperatives dote d'un montant de 22 mio ECUs

Le projet vise a appuyer les petites et moyennes cooperatives centroamericaines dans divers secteurs afin de mieux utiliser leur potentiel important de production et de mobilisation de ressources dans le cadre du processus de relance de l'economie regionale. A cet effet, le programme prevoit en premier lieu de renforcer le role des cooperatives en tant qu'entreprises, par le biais de la mise en oeuvre de projets d'investissements productifs, finances par un fonds de credit-garantie et appuye par un dispositif d'assistance technique integral, ainsi que par l'etablissement d'un systeme de formation en gestion d'entreprises repondant specifiquement aux besoins des cooperatives.

* Aide alimentaire

L'aide alimentaire, directe ou indirecte par le biais d'ONG ou d'organismes internationaux a atteint en 1988 une valeur de 43,7 mio d'ECU.

./.

- 4 -

L'aide directe concerne cette annee deux pays eligibles selon les criteres de la CE, le Nicaragua (12,4 MECU) et le Honduras (5,3 MECU). Elle a quasi double par rapport a 1987. Elle est assortie de la creation d'un fonds de contrepartie pour le financement de projets dans ces 2 pays. Mentionnons aussi le projet de creation d'un Fonds alimentaire d'urgence au niveau regional, situe au Honduras, qui est en phase finale d'examen.

Tandis que l'aide indirecte a plus que double et touche surtout le Nicaragua (13,7 MECU), et le Guatemala (11,1 MECU), puis le Salvador (1,2 MECU).

Cette aide a un but humanitaire visant a aider les pays a faire face a des difficultes interieures (situation de crise, economie de guerre commune au Nicaragua ou catastrophes naturelles comme au Salvador, au Nicaragua et Honduras ou bien pour aider a la reinstallation des personnes refugiees dans leur region d'origine suite au Plan de paix dans la region (Salvador, Guatemala, Nicaragua, Honduras).

Les echanges CE / Amerique Centrale :

Plus de 80 % en valeur des importations dans la CE en provenance de cette region entrent dans la Communaute en exemption de droits ou a tarif bas (5 % ad valorem ou moins). Il s'agit la principalement de tarif douanier ou concessions tarifaires generales (bananes : contingent a tarif zero pour une partie de la CE = 16 % des exportations totales de l'Isthme vers la CE) alors que les concessions sous SPG (p. ex. cafe 4,5 % au lieu de 5 %) et autres produits couvrent +/- 40 % (37 % pour le cafe) des exportations totales de l'Isthme vers la Communaute.

De 1983 a 1984, en incluant l'Espagne et le Portugal a partir de 1984, on note une augmentation tres sensible tant des exportations (MCCA + 57 %; Panama + 38 %) que des importations (MCCA + 20 %; Panama + 16 %).

De 1984 a 1985, on constate une augmentation importante tant des exportations que des importations avec toute la region concernee, puis une diminution tres importante de 1985 a 1986, le niveau des echanges se situant en 1986 en dessous du niveau de 1984. Ladite evolution de 1984 a 1986 s'applique d'ailleurs de la meme facon a l'ensemble des 20 pays d'Amerique Latine.

Le solde de la balance commerciale pour la CE avec les pays de l'Isthme centramericain est traditionnellement deficitaire avec le MCCA(1) et excedentaire avec Panama. Avec l'ensemble de l'Isthme le solde est generalement excedentaire sauf en 1983 (- 180 Mecus pour Eur 10) et en 1986; derniere annee (- 65 Mecus pour Eur 12).

du total, soit le café (37 %), les bananes (36 %) et les bateaux (2,5 % de Panama).

Les exportations communautaires se composent par ordre d'importance de machines et matériel de transport (40 %), d'articles manufacturés (25 %) et de produits chimiques (24 %).

(1) Marche Commun Centro-américain (Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Salvador)